

2017/ 2020

3 ans d'activités

BILAN ET PERSPECTIVES

Joël GUERRIAU

Sénateur de Loire-Atlantique

Membre du bureau du Sénat

Chef de la délégation sénatoriale
sur la politique de Sécurité et de
Défense Européenne

Vice-président de la Commission des Affaires Etrangères,
de la Défense et des Forces Armées



facebook.com/joelguerriau



twitter.com/joel_guerriau



youtube.com/c/JoëlGUERRIAUsénateur



joelguerriau.fr



Imprimé sur du papier PEFC pour le développement des forêts.

DE VOUS À MOI



Voilà déjà trois ans j'ai eu le plaisir de conduire la liste « Loire-Atlantique, territoires dynamiques et solidaires » avec Claire Theveneau, Yves Métaireau, Françoise Relandeau, Jean Guy Cornu, Edith Marguin et Maurice Perrion. Nous avons fixé les axes d'un programme que je tiens à respecter. Ils correspondent à des attentes légitimes au regard de l'actualité et sont le fruit des échanges que nous avons ensemble.

A mi-mandat, je vous rends compte de mon activité et vous renouvelle mon engagement de rester à votre écoute et à votre disposition, guidé par la volonté de représenter et défendre notre département.

Joël GUERRIAU

MON ACTIVITÉ DEPUIS 3 ANS



En commission

160 interventions



Dans l'hémicycle

171 interventions longues

13 questions d'actualité au gouvernement



481 amendements adoptés

81 propositions de loi signées

2 proposition de loi écrite

9 rapports écrits

18 questions écrites

COLLECTIVITÉS LOCALES ET COHÉSION DES TERRITOIRES

La protection de nos territoires, dans leur diversité, ainsi que la recherche de solutions efficaces et réalistes pour les collectivités territoriales, représentent **le cœur de mon engagement**.

Lors de mes interventions, j'ai souligné la nécessité de traduire la décentralisation par une subsidiarité ascendante. Le bloc communal est l'échelon de base d'une décentralisation réussie et efficace **autour d'un triptyque : compétence, responsabilité et financement**. Une décentralisation ambitieuse doit s'accompagner de transferts de compétences, de la liberté d'action qu'entraîne la responsabilité, et enfin du transfert de ressources adaptées pour une indispensable autonomie financière. Je serai particulièrement attentif aux prochaines étapes de la décentralisation et aux projets qui seront discutés.

Le Sénat a adopté une proposition de loi dont je suis co-auteur relative au renforcement des synergies entre conseils municipaux et communautaires. Ce travail a été repris et incorporé par le Gouvernement dans le projet de loi Engagement et Proximité qui a été définitivement adopté en décembre 2019. Lors des débats concernant cette loi, j'ai clairement exprimé l'engagement des maires et soutenu leur place centrale dans l'action publique locale.

Rappelant le sentiment mitigé voire négatif ressenti par les élus locaux, au premier rang desquels les maires, lors du transfert de certaines de leurs compétences à d'autres échelons, j'ai souligné l'importance de leur responsabilité et la confiance que placent en eux les citoyens.

Prônant la souplesse dans l'organisation de nos territoires, **mon groupe a fait adopter un amendement permettant, même lorsqu'un conseil municipal est incomplet, l'élection d'un nouveau maire dans les cas de démission ou de décès moins de 18 mois avant le renouvellement suivant**. Cette problématique était un enjeu important pour les territoires ruraux.

Autres enjeux : l'adaptabilité quant aux indemnités des élus locaux et l'équilibre primordial entre les communes et les autres échelons, particulièrement les intercommunalités.

Mon Groupe a déposé une proposition de loi adoptée au Sénat en février 2020. Cette proposition de loi, bien accueillie, **visait à simplifier l'action des maires concernant l'affichage lors des élections**. Cette initiative répond aux difficultés rencontrées par les élus lors des dernières élections, notamment européennes, où le nombre de candidatures était important.



FINANCES PUBLIQUES, TRAVAIL ET EMPLOI

La situation budgétaire de la France se caractérise par un taux d'endettement très élevé, désormais largement supérieur à 120% du PIB. Je considère qu'un tel niveau d'endettement obère notre souveraineté nationale, compromet notre liberté d'action et engourdit la puissance publique. **C'est pourquoi je plaide pour une politique ambitieuse de désendettement afin de redonner à l'État les moyens de faire face aux défis du XXIe siècle.** Cela impose de ramener, à moyen terme, les dépenses en-deçà des recettes publiques.

Je considère que le désendettement du pays doit être engagé par la réduction de la dépense publique plutôt que par l'augmentation des impôts. En effet, la pression fiscale est actuellement trop élevée, sur les ménages comme sur les entreprises : avec des prélèvements obligatoires de l'ordre de 46% du PIB, la France demeure en la matière la championne du monde. Je suis dans ce contexte, rétif à toute hausse d'impôts qui restreindrait la capacité d'investissement des entreprises.

La transition énergétique constitue un défi majeur pour notre pays : il faut réduire à la fois la dette climatique et la dette publique.

Depuis sa création, mon Groupe porte une proposition ambitieuse de TVA sociale : il s'agit d'augmenter le taux de la TVA afin de financer des baisses de prélèvements obligatoires qui bénéficieront aux populations les plus fragiles, et aux retraités les plus modestes. Plus largement, nous proposons ainsi de rééquilibrer la pression fiscale entre les différents facteurs de production : augmenter les prélèvements portant sur la consommation pour diminuer ceux portant sur le travail.

Il s'agit de privilégier l'économie locale au service de nos territoires.

Enfin et surtout, le Groupe Les Indépendants défend les intérêts des territoires à chaque automne budgétaire. Nous avons ainsi proposé des dispositifs visant à favoriser l'activité économique dans les territoires, à augmenter l'autonomie financière des collectivités territoriales et à encourager l'engagement sociétal des entreprises. Ainsi, nous nous sommes opposés à la mesure visant à restreindre le mécénat d'entreprise car nous considérons qu'il s'agit d'un dispositif utile pour tout à la fois soulager les dépenses des collectivités territoriales tout en impliquant les acteurs privés dans des actions d'intérêt général au niveau local.



AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ

Mon action parlementaire en matière de santé et de politiques sociales s'inscrit dans une volonté de favoriser l'accès à la santé, de valoriser les professionnels et de protéger les plus vulnérables.

Mon Groupe est à l'initiative de la mission **d'information sur la pénurie de médicaments et de vaccins**, dont le rapport publié dès novembre 2018 présente des recommandations claires pour

sécuriser l'accès à la santé des Français en relocalisant une partie des chaînes de production sur notre territoire. La pandémie de Covid-19 a montré les limites de notre souveraineté sanitaire et les risques liés à notre dépendance de fournisseurs telles que la Chine dans l'approvisionnement de notre pays en médicaments, vaccins et matériel de protection.

En février 2020, le Groupe a interpellé le Gouvernement au sujet de la **libéralisation de la vente en ligne de médicaments menaçant le modèle économique des pharmacies et pouvant conduire à la fermeture de nombreux points de vente**, au détriment des habitants les plus isolés. Nous sommes très sensibles à la crise que traverse **le secteur de la psychiatrie, en particulier de la pédopsychiatrie**. Nous sommes favorable au développement des équipes mobiles pour renforcer l'offre existante qui se révèle insuffisante, en particulier dans les zones rurales, comme nous l'avons proposé lors du dernier débat sur la pédopsychiatrie.

En juin 2018, la proposition de loi rendant **obligatoire l'installation de défibrillateurs cardiaques dans certains établissements recevant du public, des stades aux centres commerciaux**, a été adoptée définitivement, après avoir été inscrite dans l'espace parlementaire du Groupe Les Indépendants. Il s'agit d'une mesure de santé publique, qui permettra de sauver des vies, parmi les 50 000 victimes par an d'une mort subite en France.

En juin 2020, j'ai contribué à la proposition de loi relative à la revalorisation **des retraites agricoles**. Nous avons souligné **l'importance d'une application rapide** de cette réforme indispensable à l'amélioration du niveau de vie des retraités agricoles, aujourd'hui plongés dans une situation de véritable misère sociale.



RÉGALIEN

J'ai apporté mon soutien au Gouvernement qui a maintenu le renforcement du budget de la Défense. Ces augmentations, prévues par la loi de programmation, étaient nécessaires, et même indispensables. L'Armée française, déployée dans des opérations au Sahel et au Levant, est très sollicitée.

Après le Brexit, la France est désormais le principal pilier de la défense européenne. Des avancées concrètes ont été apportées à la condition de vie des militaires et de leur famille. Rapporteur du budget "soutien de la défense" j'ai ainsi travaillé avec le Ministère des armées, pour que les militaires puissent désormais être individuellement informés de leur éligibilité à la carte du combattant et accompagnés dans les démarches de son obtention.

En matière internationale, j'ai condamné l'intervention turque dans le nord-est de la Syrie, qu'elle a débutée fin 2019 sans concertation de ses alliés de l'OTAN.

Mon Groupe Les Indépendants a ainsi encouragé le Gouvernement à augmenter les moyens alloués à la sécurité des Français et à la lutte contre l'immigration irrégulière.

En outre, pour garantir la sécurité de nos concitoyens et le maintien de l'ordre public, la police et la gendarmerie nationale doivent bénéficier des moyens, matériels et humains, leur permettant d'assumer leurs missions.

Dans le contexte sécuritaire particulièrement tendu que connaît notre pays, nous avons demandé davantage de moyens pour nos forces de l'ordre.

La protection de nos concitoyens est l'une des priorités du Groupe, et cela inclut évidemment la garantie de leurs libertés.



UNION EUROPÉENNE



Je suis chef de la délégation sénatoriale pour les questions de politique de sécurité et de défense commune



Interview télévisée Azerbaïdjan

Mon Groupe Les Indépendants place l'exigence d'Union européenne au centre de ses réflexions et de ses choix politiques.

Dès le mois de mars 2018, nous avons attiré l'attention sur une Europe sociale pendant vital d'une Europe économique, en mettant en lumière la nécessité du marché unique tout comme ses failles. Nous avons également mis en évidence l'échelon européen comme niveau le plus efficace en matière de fiscalité numérique, ce que j'ai réitéré en spécifiant l'urgence du sujet lors d'une question au Gouvernement.

Mon Groupe a abordé d'autres sujets variés en gardant à l'esprit la vision qui lui est chère d'une Europe unie, déterminée, à la fois économique et sociale, et fondée sur les valeurs communes des européens. Ainsi, j'ai salué l'annonce d'une politique industrielle européenne tout en précisant que notre attention resterait importante sur le sujet ainsi que sur la nécessité d'une révision des règles de concurrence l'accompagnant. Sur le plan économique et concurrentiel, j'ai alerté sur l'importance d'une réponse claire et unique à l'endroit de la Chine. J'ai marqué mon soutien à une industrie de la défense européenne, à un approfondissement de l'Union économique et monétaire, ainsi qu'à une refonte du processus d'adhésion à l'Union européenne.

AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET AGRICULTURE

Durant l'examen du projet de loi EGALIM, mon Groupe a rappelé qu'il était absurde d'opposer agriculture et écologie. J'ai également appelé à une meilleure valorisation du travail des agriculteurs. A cet égard, j'ai défendu des amendements visant à renforcer l'information des consommateurs, et à favoriser les circuits courts, en s'appuyant notamment sur la restauration collective. En proposant de renforcer la lutte contre l'artificialisation des sols et en plaidant pour une gestion stratégique de l'eau, avec mes collègues, **nous avons partagé une vision de l'agriculture : celle d'une activité essentielle au pays et capable de s'engager à plein pour l'économie et l'environnement, porteuse de valeurs d'efforts, de travail et de transmission importantes pour notre pays.**

La question du **foncier agricole** a été également abordée. Nous sommes à l'origine d'un débat qui a eu lieu en février 2020 intitulé "Le foncier agricole : les outils de régulations sont-ils toujours pertinents ? ». Ce fut l'occasion de mettre en lumière les attentes des divers acteurs du monde agricole ainsi que les enjeux autour de ce sujet.

Le projet de loi ELAN a été l'occasion pour nous d'affirmer la nécessité d'une libéralisation progressive du secteur du logement qui soit respectueuse des avancées sociales. Conscients du rôle fondamental du maire dans la réussite de l'aménagement du territoire, j'ai soutenu le maintien de l'avis conforme du maire comme préalable à tout transfert de compétence d'autorisation d'urbanisme. Le logement étant aussi l'un des principaux pivots de la transition énergétique, où les enjeux économiques rejoignent les enjeux écologiques, j'ai soutenu la lutte contre les passoires énergétiques.



AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Notre Groupe a, dès sa création, marqué son attachement à la question environnementale en la traitant de manière transversale.

La loi relative à l'économie circulaire et contre le gaspillage fut l'occasion pour moi de souligner la problématique des déchets.



J'ai soutenu le principe du pollueur-payeur et, ainsi, le régime de la responsabilité élargie du producteur dont nous souhaitons une application universelle.

La place des élus locaux et la solidarité entre territoires est une des clefs de voûte de ma vision. Ceci a été rappelé à plusieurs reprises, lors de textes, comme la proposition concernant la réforme du régime de catastrophes naturelles. A cette occasion, j'ai pu réaffirmer l'importance de l'urgence climatique et les impacts multiples qui en découlent. Les débats sur la création de l'Agence nationale de la cohésion des territoires a permis au Groupe de défendre la nécessité d'une simplification dans le domaine, une relation plus forte entre État et collectivités et une autonomie des territoires, tout en regrettant un projet trop peu ambitieux.

La promotion d'une taxe carbone aux frontières de l'Union européenne, le respect des engagements de l'accord de Paris par la France, la lutte contre les passoires énergétiques, le développement des infrastructures de transports notamment ferroviaires, sont autant de sujets dont le Groupe s'est saisi sous l'angle de la protection de l'environnement. La biodiversité et sa défense ont également été abordées avec un travail important du Groupe lors de la création de l'office français de la biodiversité.

Concernant les transports, un encouragement a été porté sur le ferroviaire et une concurrence libre et loyale concernant le transport de voyageurs. Les usagers ont été au centre de mes préoccupations, aussi j'ai déposé une proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens adoptée en première lecture au Sénat. Ce texte adopté par une large majorité, permet la continuité du service public, en améliorant notamment l'information des voyageurs, des institutions et des entreprises.

CULTURE, ÉDUCATION, COMMUNICATION ET SPORT

En favorisant la diffusion des œuvres artistiques et l'accès à la création sur l'ensemble du territoire et parmi tous les publics, il s'agit non seulement de transmettre, mais aussi de renouveler un héritage qui nous rassemble, nous grandit et nous dépasse.

En accord avec cette ligne, j'ai contribué à la rédaction d'une proposition de loi pour une philanthropie à la française, visant à valoriser l'implication des entreprises en faveur des projets d'intérêt général, ainsi qu'un débat parlementaire **sur le mécénat territorial au service des projets de proximité**. J'ai soutenu la proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du Patrimoine dont l'application permettra de protéger et valoriser le patrimoine remarquable local. Lors de l'examen de la proposition de loi portant création d'un centre national de la musique, mon groupe a déposé un amendement, adopté par le Parlement, visant à garantir la parité au sein du conseil professionnel du CNM.

Convaincu qu'un système éducatif performant, inclusif et réactif représente à la fois un puissant levier d'émancipation individuelle et de progrès social, l'action du Groupe s'inscrit dans une volonté politique d'offrir à tous les élèves, quelles que soient leurs origines géographique et sociale, des moyens d'apprentissage modernes et adaptés, de garantir à tous un accès au savoir, et cela tout au long de la vie, et d'encourager le développement d'offres pédagogiques en phase avec les besoins du marché du travail. A cet effet, nous avons interpellé le Gouvernement en novembre 2019 afin que soient apportées des réponses d'urgence aux **11 000 élèves en situation d'un handicap sans solution d'accompagnement**.

Lors du débat sur la politique en faveur des étudiants qui s'est tenu en décembre 2017, nous avons interrogé le Gouvernement sur la délicate situation du déni de soin de nombreux étudiants, faute de moyens financiers.



NUMÉRIQUE ET INNOVATION

Dans la continuité de nos travaux sur l'intelligence artificielle (IA) menés en octobre 2017, j'ai fait de nombreuses interventions dans le domaine du numérique. Mon groupe a ainsi encouragé le Gouvernement à soutenir la recherche publique et privée dans cette filière. Nous avons estimé qu'il est indispensable que l'Union européenne parvienne à développer ses propres outils ; la France a de nombreuses ressources en la matière et devrait jouer un rôle moteur.

La souveraineté numérique est l'un des grands enjeux pour notre pays. Nous avons pris part à la commission d'enquête menée sur le sujet. Lorsque la question de la **régulation de la 5G** a été posée au Parlement, j'ai soutenu une position de maîtrise nationale : les dispositifs doivent être testés par les meilleurs experts de l'État avant d'être utilisés. C'est un enjeu de souveraineté et de sécurité.



Le numérique est une technologie formidable mais il n'est pas question d'accepter d'en faire un espace sans loi. J'ai ainsi eu l'occasion de réaffirmer la primauté du droit national et notamment des droits voisins du droit d'auteur face aux politiques agressives des GAFAM. Dans la même logique, j'ai soutenu un affermissement des mesures de lutte contre la haine en ligne, en veillant à ce que les géants du numérique soient des acteurs de cette lutte.

Ces outils nous sont très utiles, mais il est aussi exact que l'activité des internautes français et européens contribuent largement aux profits réalisés par les GAFAM. Nous avons estimé qu'il convenait que ces sociétés paient des impôts à la hauteur des bénéfices qu'elles réalisent en France, et nous avons soutenu l'adoption de la taxe sur le numérique.

La souveraineté et l'indépendance de notre pays seront deux grands enjeux dans les années qui viennent, notamment dans le cyberspace. Je suis résolument engagé dans cette optique.

MES QUESTIONS AU GOUVERNEMENT



Retrouvez toutes mes interventions sur ma chaîne Youtube

<https://youtube.com/c/JoëlGUERRIAUsénateur>

- Octobre 2020** ● Vaccin contre la grippe et vaccin contre la Covid-19
- Juillet 2020** ● Sur la situation au Mali
- Mai 2020** ● Rôle individuel des Français dans le déconfinement
- Avril 2020** ● Souveraineté numérique
- Mars 2020** ● Les mesures de santé publique prises face aux risques d'une épidémie du Covid-19 en France
- Décembre 2019** ● Systèmes d'alerte et d'information des populations
- Juin 2019** ● Simplification des procédures sur les embargos et extraterritorialité du droit américain.
- Mars 2019** ● Déploiement de la 5G par des entreprises chinoises
- Fév 2019** ● Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire
- Juillet 2018** ● Délais de renouvellement des cartes de stationnement pour handicapés
- Juin 2018** ● Achat du foncier agricole par des entreprises étrangères
- Avril 2018** ● Réforme de la SNCF
- Février 2018** ● Dématérialisation du service d'immatriculation des véhicules
- Octobre 2017** ● Liberté des collectivités sur la question des rythmes scolaires